(1)

(N^o 14.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1857.

Maintien provisoire de quelques dispositions du traité du 20 septembre 1834,
entre la Belgique et les Pays-Bas.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le traité de commerce et de navigation conclu le 27 octobre dernier, entre la Belgique et les Pays-Bas, devait être ratifié le 15 décembre. A raison de circonstances qui vous sont connues, ce terme a été reporté au 1^{er} février prochain, par une déclaration échangée entre les Parties contractantes.

Le projet de loi provisoire que le Roi m'a chargé de vous présenter, Messieurs, a pour objet de fixer le régime qui sera appliqué aux canaux, au transit, au poisson de mer frais et à la morue, dans l'intervalle qui s'écoulera entre le 1^{er} janvier 1858, époque à laquelle expirera l'ancien traité, et le moment où le nouveau entrera en cours d'exécution. Comme il ne s'agit que de maintenir le *statu quo* sur les divers points indiqués, et pour un temps très-court, je crois pouvoir m'abstenir d'entrer dans des développements qui vous sembleraient sans doute superflus.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

B^{on} DE VRIÈRE.

PROJET DE LOI.

Léopold,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du traité du 20 septembre 1851, entre la Belgique et les Pays-Bas, relatives au transit, aux péages sur les canaux de Gand à Terneuzen et de Maestricht à Bois-le-Duc, et aux droits d'entrée sur le poisson de mer frais et la morue de pêche néerlandaise, continueront à sortir leurs effets jusqu'au 1^{er} février 1858.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1858.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1857.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

B^{on} DE VRIÈRE.

ANNEXE.

Les circonstances n'ayant pas permis aux Chambres législatives de Belgique de délibérer sur le traité du 27 octobre 1857 en temps utile, pour que l'échange des ratifications pût avoir lieu à l'époque fixée à cet effet, les plénipotentiaires de Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas se sont réunis aujourd'hui, et sont convenus de ce qui suit :

Le terme fixé pour l'échange des ratifications du traité du 27 octobre 1857 est prorogé au 1^{er} février 1858.

Les deux parties prendront les dispositions nécessaires pour qu'au 1^{er} janvier 1858, le régime établi par le traité du 20 septembre 1851 soit provisoirement maintenu, en Belgique quant aux canaux, au poisson de mer frais et à la morue, dans les Pays-Bas quant aux canaux.

Fait à Bruxelles, en double original, le 2 décembre 1857.

A. DE VRIÈRE.

L. GERICKE.